

Les confrontations entre gaullistes et communistes tarnais (1947-1958)

Bryan Muller

► **To cite this version:**

Bryan Muller. Les confrontations entre gaullistes et communistes tarnais (1947-1958). Revue du Tarn, Albi: Fédération des sociétés intellectuelles du Tarn, 2017, pp. 71-84. hal-01872139

HAL Id: hal-01872139

<https://hal.univ-lorraine.fr/hal-01872139>

Submitted on 11 Sep 2018

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



« Je t'aime, moi non plus » Les confrontations entre gaullistes et communistes tarnais sous la IV^e République (1947-1958)

La violence semble quotidienne au début de la IV^e République. Chaque jour, des slogans, des tracts et des affiches attaquent les adversaires des gaullistes. L'ennemi privilégié est le PCF, qui ne se laisse pas faire et se venge fréquemment. Ces « partenaires-adversaires » (Pierre Nora) utilisent couramment la violence symbolique, et un affrontement physique n'est pas inhabituel en période électorale.

Diplômé d'un master d'histoire moderne et contemporaine et d'une licence de géographie, Bryan Muller mène ses recherches sur le gaullisme et à la violence militante

La France de la IV^e République (décembre 1946 – septembre 1958) a été traversée de nombreuses crises qui ont fini par l'achever. Parmi les problèmes rencontrés par le régime se trouvent la violence militante. Les partis politiques français de cette époque s'expriment avec force contre leurs adversaires, usant aussi bien de la violence symbolique (insultes, propagande, meetings perturbés, menaces de mort) que physique (bagarre, usage d'armes blanches ou à feu, assassinats, etc.)¹. Aux moments forts de la Guerre froide (1947-1953), les partis politiques les plus enclins à s'en servir sont les gaullistes et les communistes. Suite à la chute du premier mouvement gaulliste et de la mort de Joseph Staline, elle disparaît de la région avant de connaître un renouveau en 1958. Ayant étudié les gaullistes dans le midi toulousain², nous allons concentrer notre analyse sur les mouvements gaullistes tarnais et leur rapport à la violence face aux communistes. Le premier mouvement fondé par le général en avril 1947, le Rassemblement

1 – BRAUD, Philippe, *Violences politiques*, Seuil, Coll. « Points Essais », 2004, 285 p.

2 – MULLER, Bryan, *Le gaullisme midi-pyrénéen (1947-1958). Vivre et survivre dans le gaullisme toulousain*, Mémoire de Master 2 d'Histoire Contemporaine, dirigé par François Audigier et Philippe Foro, soutenu le 10 juin 2015, 317 p.

pour le Peuple français (RPF), va connaître dans les premiers mois d'immenses succès électoraux³. Mais son incapacité à s'emparer du pouvoir par les urnes va ralentir son ascension et provoquer sa chute⁴. Son successeur, le Centre National des Républicains sociaux (CNRS), connaît une situation très instable et ne parvient pas à reconquérir l'électorat du Rassemblement. De ce fait, ne représentant aucune menace pour les partis politiques locaux, la violence antigaulliste disparaît. Il faut attendre l'arrivée au pouvoir du général de Gaulle, la campagne référendaire qui suit et les élections législatives de novembre 1958 pour que les confrontations reprennent. Dans le présent article, nous allons nous intéresser à la violence entre le RPF et le PCF dans le département, d'abord sous sa forme symbolique, ensuite sur son aspect plus brutal (physique). Nous concluons enfin sur le renouveau de cette violence en 1958.

Une violence avant tout symbolique entre PCF et RPF (1947-1953)

Une propagande très riche

Dès la création du RPF, le Parti Communiste Français (PCF) entame toute une série de meetings hostiles au général de Gaulle et ses partisans. Ces meetings peuvent être tenus aussi bien en salle qu'en place publique. Par exemple, un délégué communiste critique le gouvernement et le RPF devant la statue de Jean Jaurès à Castres le 4 avril 1948, tandis qu'un militant de l'UJRF (jeunesse communiste) dénonce « les violences gaullistes » à la Bourse du Travail⁵. Placarder des affiches et des tracts est également un moyen très apprécié du PCF pour s'en prendre aux gaullistes. Ainsi, des tracts sont apposés le 14 novembre 1948 dans les rues d'Albi pour dénoncer le « général factieux » et la « propagande des ennemis de la démocratie »⁶. De même, des affiches de propagande de l'UJRF contre les « De Gaulle et autres chéquards » sont placardées le soir du 11 novembre 1950⁷. De leur côté, si les gaullistes organisent eux aussi des meetings, ils privilégient l'apposition de tracts et affiches. Par exemple, des papillons sont apposés et des tracts distribués dans les rues d'Albi en 1949 pour défendre leur programme et attaquer le PCF⁸. L'objectif est toujours le même : justifier pourquoi il vaut mieux soutenir tel parti et pas tel autre en discréditant son adversaire. Ce discrédit peut passer

3 – PURTSCHET, Christian, *Le Rassemblement du peuple français, 1947-1953*, Cujas, 1965, 420 p.

4 – CHARLOT, Jean, *Le gaullisme d'opposition. Histoire politique du gaullisme (1946-1958)*, Fayard, 1983, 436 p.

5 – Archives Départementales du Tarn (ADT) 511 W 56, dossier UJRF, Rapport du commissaire de police de Castres au préfet du Tarn n° 1948 le 5 avril 1948 et rapport des Renseignements Généraux n° 409 le 5 avril 1948, et rapport du commissaire de police de Castres au préfet du Tarn n° 360 du 27 janvier 1949.

6 – ADT 511 W 57, dossier RPF, Rapport des Renseignements Généraux n° 4510 le 15 novembre 1948.

7 – ADT 511 W 56, dossier UJRF, Rapport des Renseignements Généraux n° 5097 le 13 novembre 1950.

8 – ADT 511 W 57, dossier RPF, Rapports des Renseignements Généraux n° 282 le 24 janvier 1948 et n° 407 le 3 février 1949.

par la diabolisation. Plus on dénigre « l'autre » et l'accuse de tous les maux, plus il y a de chances que ce dernier soit rejeté par la population.

Pour ne pas être rejetés par la population, les gaullistes orientent leur propagande dans la défense de leur programme. L'intérêt est d'être apprécié par les Tarnais afin que le discours anticommuniste qu'ils tiennent gagne en crédit. L'un des moyens de faire parler (positivement) de soi réside dans les commémorations. Pour le RPF comme le CNRS, la commémoration du 18 juin est fondamentale. Elle permet de rappeler à la population que le général de Gaulle est l'homme qui a su dire « non » à l'Allemagne et résister à l'Axe. Aussi n'y a-t-il rien de surprenant à voir chaque année une délégation se rendre sur différents espaces publics – le plus souvent des jardins comme le jardin national d'Albi – à Castres et Albi pour rendre hommage à leur leader⁹. La venue du général de Gaulle dans le cadre des élections législatives de 1951 est aussi un moyen de faire parler de soi. En effet, le 6 mai 1951, de Gaulle se rend à Castres. Le maire l'accueille avec plus de 5000 citoyens qui l'acclament¹⁰. Une troisième méthode pour se faire connaître – et de combattre son adversaire – est la presse. La presse locale ne leur étant pas favorable, les gaullistes s'efforcent de réunir des fonds pour créer leur propre journal. Certes, il existe déjà un journal national (*Le Rassemblement*) et un journal régional (*Le Rassemblement du Sud-Ouest*), mais ils ne sont distribués qu'aux militants du département. Les gaullistes tarnais décident de ce fait de créer en décembre 1950 *La République du Tarn*, un journal entièrement financé par le mouvement¹¹. Très coûteuse, la production de cet hebdomadaire cesse dès les lendemains des élections législatives (que le RPF perd).

La propagande gaulliste est parfois maladroite. Ses messages peuvent être mal interprétés, voire retournés contre eux. Certains militants peuvent également adopter un comportement malhabile qui peut jouer contre eux. C'est le cas en avril 1947 où des gaullistes vont mal agir à la bourse du travail de Castres. Ne supportant pas la vue de son visage, trois jeunes militants qui se rendent à la bourse du travail profitent de l'absence du responsable (M. Fabre) pour jeter le cadre de Maurice Thorez et le cacher avec un rideau. La secrétaire, qui les surprend, porte plainte pour « tentative de vol ». Les jeunes sont condamnés à 11 000 francs d'amende et de la prison avec sursis¹². Le PCF profite de cet épisode pour détériorer l'image des gaullistes locaux par le biais de *du Patriote du Sud-Ouest*. Autre problème qui influence les gaullistes, la peur du communisme. Les militants peuvent parfois modifier leurs projets pour éviter tout affrontement avec le PCF. C'est ainsi que les militants craignent d'agir

9 – On constate qu'il s'agit d'une tradition puisqu'elle a lieu chaque année, aussi bien en 1947 qu'en 1958. ADT 511 W 57, dossier RPF, Rapport des Renseignements Généraux n° 2341 le 19 juin 1947 et rapport du préfet du Tarn au ministre de l'Intérieur le 20 juin 1947; *la Dépêche du Midi*, 18 juin 1958.

10 – ADT 511 W 57, dossier RPF, sous-dossier De Gaulle à Castres le 6 mai 1951.

11 – ADT 511 W 57, dossier RPF, Rapports des Renseignements Généraux n° 5298 le 28 novembre et n° 5683 le 28 décembre 1950.

12 – ADT 511 W 57, dossier RPF, Rapport des Renseignements Généraux n° le 26 avril 1947, et Lettre du préfet du Tarn au ministre de l'Intérieur le 28 avril 1947.

ouvertement après la bagarre du gymnase (mars 1950) qui les a traumatisée. Lorsque le délégué départemental Sirven prévoit de lancer une campagne de propagande parmi la population rurale (notamment les paysans), les militants aimeraient agir sous l'étiquette « comité de défense et d'action paysanne » plutôt que sous celle de RPF pour réduire les risques de nouvelles agressions¹³. Résultats : l'application de cette idée fait que la propagande gaulliste dans les communes rurales (Réalmont, Puylaurens, etc.¹⁴) se fait sans difficulté. Mais agir sous un autre nom est contre-productif, les ruraux pensant avoir affaire à un autre parti politique...

Les meetings

Les meetings sont un moyen de propagande très important pour défendre ses idéaux et dénigrer ses adversaires. Les communistes en usent et abusent, contrairement aux gaullistes. Pourtant, des « réunions publiques et contradictoires » audacieuses sont organisées par le RPF entre 1948 et 1950. Audacieuses, car elles osent s'attaquer ouvertement à leur principal adversaire et le provoquer. Enorgueilli par sa victoire aux élections municipales de novembre 1947, le Rassemblement organise le 22 février 1948 un meeting dans le cinéma Palace (place Soult) de Castres avec pour thème « un double danger, la 3e force et le communisme »¹⁵. Le PCF, très mécontent, lance de grandes joutes verbales avec les orateurs gaullistes durant la réunion. Peu après, le RPF lance toute une série de meetings dans le département entre le 11 et le 21 mars 1948. Les villes d'Albi, Castres, Carmaux, Gaillac et Lavaur sont les plus importantes et provoquent des tensions. Les communistes (avec parfois les socialistes) perturbent des réunions à coup de sifflets, de hurlements et d'explosion de pétards¹⁶.

Cette façon de perturber les meetings est très répandue durant les moments forts de la Guerre froide. La peur d'une dictature communiste ou gaulliste ne peut être comprise que par l'héritage de la guerre – Vichy et le nazisme – et les tensions internationales. En effet, le risque de voir l'Italie sombrer dans le communisme et le coup de force en Tchécoslovaquie en 1948, ainsi que le blocus de Berlin (1948-1949) accroît les tensions. La naissance de la République Démocratique d'Allemagne en 1949 ainsi que les guerres de Corée (1950-1953) et d'Indochine (1946-1954) contribuent aussi à la montée de la peur du « Rouge ». Tandis que ces événements enorgueillissent une partie des communistes qui pensent être soutenus par l'URSS, ils font craindre aux gaullistes l'instauration d'une « dictature soviétique » en France. De ce fait,

13 – ADT 511 W 57, dossier RPF, Rapport des Renseignements Généraux n° 5338 le 1er décembre 1950.

14 – ADT 511 W 57, dossier RPF, Rapports des Renseignements Généraux n° 5093 et n° 5237 le 15 novembre 1950 et n° 5582 le 19 décembre 1950.

15 – ADT 511 W 57, dossier RPF, Rapports des Renseignements Généraux n° 744 le 20 février 1948 et Rapport du commissaire de police de Castres au préfet du Tarn n° R.C.1066 le 23 février 1948.

16 – Les rapports à ce sujet sont trop nombreux pour être cités. Voir par exemple ADT 511 W 56 et 511 W 57.

les Français acceptent volontiers la violence symbolique et (partiellement) physique entre ces deux groupes, car non seulement la défense des idées est jugée comme une raison suffisante – c'est une façon de montrer ses convictions –, mais en plus, elle est perçue comme une simulation à petite échelle de la Guerre froide entre « capitalistes » et « communistes ». La volonté de faire mal à son « ennemi » se comprend pour ces raisons, et se manifeste par des moyens autres que la seule diabolisation.

Intimidations et joutes verbales

En effet, un moyen de blesser son adversaire est de l'insulter, que ce soit en prononçant des injures, en se disputant ou en menaçant. Le département du Tarn ne semble pas particulièrement démonstratif, mais il n'échappe pas à la règle. Les conseils municipaux de Castres et d'Albi voient des élus gaullistes et communistes s'affronter à deux reprises. Le 30 avril 1951, à une voix (socialistes, communistes plus cinq abstentions¹⁷), la ville de Castres refuse de recevoir officiellement le général de Gaulle le 6 mai¹⁸. Seul le maire s'y rend, ce qui fait la joie du *Patriote du Sud-Ouest*¹⁹. La seconde opposition est celle du conseil municipal d'Albi du 12 février 1950, où le PCF tente de s'opposer au budget primitif établi par les radicaux, MRP et RPF, mais il ne parvient pas à mobiliser la foule et n'obtient aucun résultat concluant²⁰.

Les sabotages et les intimidations sont une autre forme de violence couramment employée par le PCF aux débuts de la Guerre froide (1947-1953)²¹. Les gaullistes, plongés dans une certaine paranoïa, informent à diverses reprises les autorités de tentatives de sabotages d'usines ou de lancement de grèves par les communistes. C'est ce qui est arrivé en février 1948 dans le Tarn. Un gaulliste, convaincu de cette tentative, en informe les Renseignements Généraux (RG) qui peinent à le croire.

D'après un membre du R.P.F., se disant bien informé, le Parti Communiste aurait lancé un ordre de grève dans les différentes branches de l'industrie, cette grève pouvant être déclenchée à toute heure à partir du 22 février.

Toujours d'après le même informateur, l'ordre serait également donné par le P.C.F. de commencer des sabotages à partir du 1er mars. A cet effet, des éléments étrangers notamment des bulgares ou des Yougoslaves seraient envoyés dans différents centres ouvriers avec mission de perpétrer eux-mêmes ces attentats.

17 – Il y a 8 communistes, 7 socialistes, 3 radicaux, 7 démocrates-chrétiens et 6 gaullistes à la mairie de Castres.

18 – ADT 511 W 57, dossier RPF, Rapport du préfet J. Ch. Roulies au cabinet du président du conseil et ministre de l'intérieur le 7 mai 1951.

19 – « Le conseil municipal de Castres refuse de recevoir le factieux de Gaulle ». *Le Patriote du Sud-Ouest*, 5 mai 1951.

20 – ADT 511 W 58, Rapport des Renseignements Généraux n° 544 du 11 février 1950.

21 – GIRARD, Pascal, « La violence militante communiste à l'apogée de la Guerre froide 1947-1953 », AUDIGIER, François, GIRARD, Pascal (dir.), *Se battre pour ses idées. La violence militante en France des années 1920 aux années 1970*, Riveneuve, 2011, p. 102.

Ce renseignement n'a pu être contrôlé et il est donné sous toutes réserves.²²

Aucune source ne signale un déclenchement de grèves générales ou une tentative de sabotage entre février et avril 1948, qu'il s'agisse de la presse ou des services de la préfecture du Tarn. Il semblerait que l'informateur « se disant bien informé » ait fantasmé la « menace communiste »...

Plus réalistes, les menaces de mort sont courantes et sont exprimées avec des injures alors qu'aucune élection particulière n'est en cours. Un exemple l'illustre parfaitement. Dans l'arrondissement d'Albi, cinq membres du RPF – le délégué départemental Benoit, les responsables locaux Bessodes et Bernou, les militants Kanony et Le Stratt – reçoivent dans leurs boîtes aux lettres des courriers vides contenant une corde. Les victimes de cette menace ne portent pas plainte, le responsable Benoit ayant considéré cet acte comme digne d'un plaisantin. La police en est pourtant préoccupée. Mais de fait, la menace n'est pas prise au sérieux par le RPF²³.

Les tentatives d'intimidations s'ancrent dans une longue série particulièrement prolige entre 1948 et 1949. Durant cette période, les menaces lancées par les communistes sont nombreuses et s'adressent à tous les partis politiques et aux autorités publiques. Les forces de l'ordre émettent l'hypothèse que « le coup de force en Tchécoslovaquie et les négociations qui se poursuivent en ce moment entre l'U.R.S.S. et la Finlande » ont donné la conviction aux communistes que la prise du pouvoir en France est sur le point d'avoir lieu. Avec la force si nécessaire²⁴. Ce sentiment ne doit pas être généralisé à tous les communistes, mais une partie d'entre eux en a acquis la conviction. Le commissaire de police de Carmaux signale qu'un communiste avait déclenché une bagarre sous l'effet de la boisson lors d'une fête en ville. Lorsqu'il est sobre, il menace les magistrats et le commissaire, déclarant « un de ces jours, je vous ferai mettre à genoux, maintenant que la Révolution approche, on vous tuera comme des lapins », « la Révolution n'est pas loin et lorsqu'elle arrivera je me vengerai » ou encore « faites votre travail, je ferai le mien lorsque le moment sera venu »²⁵. De même, le député communiste Roger Garaudy, se voyant interdire par le préfet l'utilisation de haut-parleurs dans une voiture pour faire sa propagande, déclare publiquement que « bientôt, nous n'aurons plus besoin de cette autorisation, la Révolution approche et nous serons les maîtres ». Cette attitude de militants, parfois très importants – un député ! –, adoptée publiquement a de quoi inquiéter les opposants au PCF. Elle explique la paranoïa qui règne parmi une frange des gaullistes, dont le fameux informateur cité plus haut par les RG.

22 – ADT 511 W 58, Rapport des Renseignements Généraux n° 745 du 20 février 1948.

23 – ADT 511 W 57, dossier RPF, Rapport des Renseignements Généraux n° 4567 du 18 novembre 1948.

24 – ADT 511 W 58, Rapport des Renseignements Généraux n° 980 du 6 mars 1948.

25 – *Ibidem*.

« Se battre pour ses idées » : un choc modéré aux débuts de la Guerre froide

Les combats entre colleurs d'affiches

Des bagarres de rues entre colleurs d'affiches arrivent assez couramment jusqu'aux lendemains des élections législatives de 1951. Elles surviennent à l'improviste, lorsque des colleurs d'affiches tombent les uns sur les autres ou recherchent ceux qui auraient lacéré leurs affiches. La fréquence de ces conflits est telle que les forces de l'ordre ne les relèvent pratiquement jamais. De plus, comme les militants ne veulent pas être surpris, ils agissent le soir. Les forces de l'ordre ne les surprennent que très rarement²⁶. Le collage d'affiche est effectué par le service d'ordre (SO) de chaque parti. Celui du RPF est composé d'environ 200 hommes en mars 1948²⁷. Un chiffre relativement correct puisqu'il correspond à 14 % des adhérents gaullistes²⁸. Les colleurs d'affiches, exposés au danger, sont soumis à de fortes tensions. Cette exposition au danger est parfois ce qu'ils recherchent, le SO attirant souvent les « têtes brûlées » du parti : de jeunes militants avides d'action, d'anciens membres de services d'ordre durant les années trente, de résistants en manque d'aventure et de militaires expérimentés (gendarmes et parachutistes pour le Tarn). Les risques de cette fonction impliquent la possession d'armes. Les armes blanches (couteau, rasoir, matraque, poing américain) sont privilégiées par les militants tarnais. Des armes à feu issues de la Résistance circulent également parmi certains membres du SO, mais elles ne semblent pas être utilisées. La possession – et plus encore l'usage – de ces armes est formellement interdite par le parti²⁹.

Les forces de l'ordre ont conscience que des militants possèdent des armes. Des descentes ont parfois lieu. Lorsqu'elles trouvent des armes, la presse se fait une joie de dénoncer « les travers » des militants gaullistes. Ainsi, en 1952, la presse tarnaise médiatise les poursuites judiciaires de trois hommes – deux exclus du RPF, jugés trop violents par le mouvement, et un membre actif – pour possession d'armes à feu illégales³⁰. L'un possédait « un fusil de guerre, une mitraillette et un certain nombre de cartouches », le second « un revolver modèle 1892 et quelques cartouches » que lui aurait remis le troisième. Connus pour leur virulente activité anticommuniste, ces anciens résistants et membres du SO offrent l'occasion au Patriote du Sud-Ouest de s'acharner sur eux pour diaboliser les gaullistes³¹.

26 – La police en a surpris quelques-uns en Ariège et en Haute-Garonne, mais les sources n'en mentionnent pas pour le département du Tarn.

27 – Le RPF commande la fabrication de 200 insignes pour son service d'ordre à la mi-mars. ADT 511 W 57, dossier RPF, Rapport des Renseignements Généraux n° 1157 le 18 mars 1948.

28 – Le RPF est composé de 1400 adhérents en avril 1948. ADT 511W57, dossier RPF, Rapport des Renseignements Généraux n° 1539 du 13 avril 1948.

29 – Il en est de même pour le parti communiste.

30 – ADT 511 W 57, dossier RPF, Note des renseignements généraux n° 589 du 7 juillet 1952.

31 – *Le Patriote du Sud-Ouest*, 8 juillet 1952.

Des meetings qui virent parfois au pugilat

Certains meetings sont si tendus qu'ils en viennent au corps à corps. C'est pourquoi l'existence d'un SO est nécessaire pour éviter que les orateurs et sympathisants ne soient lynchés par les agresseurs. Dans les salles de meetings, des barrières sont installées pour empêcher le public de passer, mais aussi pour permettre aux orateurs et contradicteurs de circuler. Le SO doit en même temps refouler les éventuels perturbateurs. En effet, les « réunions publiques et contradictoires » comme on les appelle, se déroulent parfois dans des conditions si intenses que des spectateurs ne se retiennent plus et tentent de prendre la tribune. Au SO de repousser alors par la force ses « assaillants ». Cette violence est justifiée aux yeux des militants comme du public, car ils estiment qu'il n'y a rien de plus juste que de se battre pour ses idées³². La confrontation entre les deux services d'ordre³³ ne tarde pas à venir. Déjà, le 8 février 1948, le meeting organisé par le RPF à Lavaur a été particulièrement tendu – les forces de l'ordre s'attendaient à la voir dégénérer en bagarre générale³⁴. Le fait que le SO gaulliste soit parvenu à contenir les communistes a attiré de nouveaux adhérents, permettant au RPF de créer une antenne à Lavaur³⁵. Mais toutes les réunions ne se déroulent pas « aussi bien », et des conférences virent au drame. Ainsi, on relève dans le département cinq meetings qui virent aux affrontements entre militants : Castres (8 février 1948, bagarre évitée selon les RG mais pas la presse), Albi (21 mars 1948), Castres (27 novembre 1948), Albi (10 mars 1950), Albi (14 mai 1950). Les risques de débordements sont élevés au début de la IV^e République. Comme nous l'avons dit plus haut, les gaullistes sont soumis à de fortes tensions. La peur d'être attaqué les pousse à prendre des armes. Mais la direction, qui craint qu'ils ne commettent un drame (meurtre), en interdit leur possession et usage. C'est ainsi que le colonel Rémy ordonne le 6 février 1948 aux militants tarnais de se débarrasser de leurs armes³⁶.

Pourtant, les bagarres qui se déroulent lors des meetings voient des militants des deux bords utiliser des armes blanches. Les matraques (parfois improvisées avec des bouts de bois) sont utilisées dans chacun de ces conflits.

32 – GIRARD, Pascal, « La violence militante communiste à l'apogée de la Guerre froide 1947-1953 », AUDIGIER, François, GIRARD, Pascal (dir.), *Se battre pour ses idées. La violence militante en France des années 1920 aux années 1970*, Riveneuve, 2011, pp. 93-117; AUDIGIER, François, « Évolutions du service d'ordre gaulliste des années cinquante aux années soixante : quand la modernisation partidulaire passe par la pacification militante », dans RICHARD, Gilles, SAINTCLIVIER, Jacqueline (dir.), *Les partis et la République. La recomposition du système partisan 1956-1967*, Presses Universitaires de Rennes, coll. « Histoire », Rennes, 2007, pp. 125-138.

33 – Officiellement, le PCF n'a pas de service d'ordre. Ce qui ne répond pas à la réalité des faits : il y avait bel et bien un service d'ordre communiste.

34 – ADT 511 W 57, dossier RPF, Rapports des Renseignements Généraux n° 546 le 9 février et n° 621 le 11 février 1948.

35 – ADT 511 W 57, dossier RPF, Rapport des Renseignements Généraux n° 628 le 12 février 1948.

36 – ADT 511 W 57, dossier RPF, Note du Colonel Rémy pour les délégués départementaux le 6 février 1948.

Les réunions organisées entre les 11 et 21 mars 1948 sont très tendues. Le 21 mars, le meeting de Carmaux (matin) fut déjà très mouvementé par les socialistes. Celle d'Albi (après-midi) dégénère en bagarre. Communistes et socialistes perturbent l'orateur à coups de sifflet et d'injures. Gaston Palewski poursuivant son discours, le SO communiste décide de s'emparer de la tribune³⁷. Il faut l'usage des armes et la supériorité numérique pour que le SO gaulliste parvienne à mater les « assaillants » et à rétablir un semblant de calme dans la salle. La réunion publique et contradictoire du 27 novembre 1948 à Castres connaît la même situation. Gaston Palewski dénonce la faiblesse du gouvernement et le danger soviétique à la Halle aux Grains. Une tentative de « claque communiste » a lieu, mais là encore, le SO du RPF parvient à maintenir l'ordre et à cantonner les communistes aux injures, sifflets et contradictions aux côtés du député socialiste Maurice Deixonne (!)³⁸. Sur les cinq meetings qui ont connu des affrontements physiques, quatre ont été maîtrisés par le SO du RPF tarnais. Une preuve que les gaullistes s'étaient bien préparés dans le département à faire face à un PCF puissant et bien organisé. Pourtant, un meeting va voir la défaite du SO gaulliste : celui du 10 mars 1950 à Albi.

La « bagarre du gymnase » ou l'exemple d'un excès de violence³⁹

Ce que les contemporains nomment « la bagarre du gymnase »⁴⁰ a marqué durablement les esprits. Gaston Palewski tient une réunion au gymnase municipal d'Albi. En présence d'environ 800 personnes dont un SO de 150 gaullistes et 200 communistes, l'orateur commence à critiquer le communisme. Il n'en a pas fallu plus pour que les communistes attaquent sous le commandement d'André Calvayrac, conseiller municipal communiste d'Albi. Gaston Palewski et le colonel Vasseur sont « grièvement molestés » pendant que Calvayrac et Gilbert Pelissou, secrétaire fédéral du PCF, crient la victoire « des républicains » sur « les fascistes » et lèvent de force la séance. Cet événement est considéré dans la mémoire gaulliste comme un terrible échec et un traumatisme. Les militants de Haute-Garonne en sont même stupéfaits et envoient plusieurs centaines de militants pour « le match retour » du 14 mai. Une plainte est déposée par quatre blessés le surlendemain contre trois communistes, dont Calvayrac⁴¹. Des tracts sont distribués par le RPF

37 – ADT 511 W 57, dossier RPF, Rapport des Renseignements Généraux n° 1172 le 22 mars 1948.

38 – ADT 511 W 57, dossier RPF, Rapport des Renseignements Généraux de l'agent X.T.5 et Rapport du commissaire de police de Castres au préfet du Tarn n° 6139 le 28 novembre 1948.

39 – Les événements sont décrits dans le chapitre d'ouvrage suivant : MULLER, Bryan, « Violences politiques entre RPF et PCF dans le Midi toulousain entre 1947-1953 : quels rôles pour le service d'ordre gaulliste ? », dans AUDIGIER, François (dir.), *Histoire des services d'ordre en France, du XIXe siècle à nos jours*, Riveneuve, Coll. « Violences et radicalités militantes », Paris, 2017, pp. 141-160.

40 – Titre donné par *La Dépêche du Midi* dans son numéro du 14 mars 1950. *Le Tarn libre* donne le titre plus éloquent « du catch... partout » le 17 mars 1950.

41 – ADT 511 W 57, dossier RPF, Rapport des Renseignements Généraux n° 1001 le 13 mars 1950, et Télégramme du préfet du Tarn au ministre de l'Intérieur n° 616 67 11/1125 le 11

pour dénoncer « les « 'démocrates »' en action ! »⁴². Des années après les faits, Gaston Palewski relève parmi ses pires combats les meetings de cinq villes : Perpignan, Albi, Toulouse, Agen et Tarbes⁴³. Lorsque Bernard Lachaise demande à Jacques Foccard si les bagarres avec les communistes étaient fréquentes, il répond :

Oui ! Par exemple à Albi, Gaston Palewski avait eu une réunion qui avait été cassée par les communistes et il avait pris date pour une prochaine réunion qu'on tiendrait coûte que coûte.⁴⁴

De tous les conflits qui opposèrent les deux SO, les auteurs ne citent pas parmi les pires affrontements le gymnase Japy, la ville de Marseille ou la conférence de Grenoble en 1948 – qui furent sanglantes – mais bien le Midi toulousain, avec en tête les villes d'Albi et Toulouse.

Par ailleurs, l'opinion publique est scandalisée par les événements que s'empresse d'atténuer le préfet. La presse les condamne unanimement (à l'exception du *Patriote du Sud-Ouest*). *Le Républicain (socialiste)* et *la Dépêche du Midi* (radical) en font leurs gros titres alors que *le Patriote* se contente de petits articles se justifiant en ces termes : « les fascistes du R.P.F. expulsés par la population »⁴⁵. Durant tout le mois de mars, l'incident fait l'actualité du département et inquiète l'opinion⁴⁶. *Le Patriote* a beau insister sur ses blessés, « victimes » de la violence policière, les Tarnais non communistes se montrent très hostiles au comportement adopté par le PCF ce soir-là. Le conseil municipal d'Albi, réuni en séance extraordinaire, publie un réquisitoire contre les élus communistes⁴⁷. *Le cri du travailleur* (de tendance socialiste indépendants) et *le Patriote* dénoncent ces réactions si véhémentes contre le PCF⁴⁸. La violence militante physique est assez rare dans le Tarn où elle revêt plutôt un aspect verbal. Cette démonstration de force communiste choque et nuit au « premier parti de France », mais également aux gaullistes. Si la presse et l'opinion publique plaident plutôt en faveur des fidèles du général de Gaulle, la SFIO – soutenue par *le Républicain* – parvient habilement à détériorer leur image en déclarant lors d'un grand meeting que les « partis extrêmes » entachent la République et la démocratie en faisant un usage mutuel de la violence pour combler leur absence d'arguments⁴⁹.

mars 1950.

42 – ADT 511 W 57, dossier RPF, Tract gaulliste édité le 12 mars 1950.

43 – PALEWSKI, Gaston, *Mémoires d'Action 1924-1974*, Plon, 1988, p. 257.

44 – Collectif, *Avec de Gaulle. Tome 2 : « Le temps du Rassemblement » (1946 – 1958)*, Nouveau monde éditions, Paris, 2005, p. 218.

45 – La Dépêche du Midi, Le Républicain, Le Patriote du Sud-Ouest, tous trois le 11 mars 1950.

46 – Nous ne citons pas les nombreux articles de presse qui traitent du sujet. Sud-Ouest (de tendance MRP), 14 mars 1950.

47 – ADT 511 W 57, dossier RPF, Rapport des renseignements généraux n° 998 le 13 mars 1950.

48 – Le Patriote du Sud-Ouest, 14 mars 1950 ; Le cri du travailleur, 19 mars 1950.

49 – ADT 511 W 56, dossier SFIO, Rapport des Renseignements Généraux n° 1182 le 25 mars 1950.

Qu'est-ce qui a pu motiver une telle attaque ? Outre la grande inimitié que se portent les deux partis, la police estime que les communistes auraient agi par volonté de se racheter auprès des leurs : « quelques responsables de ce parti voudront donner une preuve de leur activité pour se faire pardonner des négligences qui leur ont été reprochées à plusieurs reprises »⁵⁰. En effet, un congrès du PCF tarnais a lieu le 11 mars, lendemain de la conférence gaulliste. Les pressions sur les cadres du parti se sont accrues dernièrement, leurs activités ayant faibli depuis quelque temps. La contradiction puis la démonstration de force donnent la conviction auprès de certains, dont M. Calvayrac, que leur laxisme sera pardonné par la suite. De fait, la police et les responsables du RPF s'attendaient à ce débordement. Les communistes ont utilisé la presse ainsi que la distribution de tracts en promettant d'empêcher le meeting d'avoir lieu⁵¹. La lutte semblait inévitable aux yeux des contemporains, et la surprise ne fut pas tant dans le passage à l'acte des communistes que dans leur réussite à prendre la tribune et faire autant de blessés – la presse indique que les Albigeois ont aperçu plusieurs militants ensanglantés, une vue choquante pour les témoins.

En guise de conclusion : la fin de la IV^e République et le renouveau de la violence militante tarnaise

De la chute du RPF à la fin de la IV^e République (juin 1951 – septembre 1958)

L'échec aux élections législatives de 1951 a sonné le glas du RPF. Dans le département du Tarn, les activités du mouvement cessent rapidement et les communistes ne se soucient plus de la « menace » qu'il pouvait représenter. Le parti gaulliste qui lui succède, le Centre National des Républicains Sociaux (CNRS), fonctionne très mal. En crise financière constante et n'ayant pu recruter plus d'une centaine de militants, il n'intéresse pas les partis politiques adverses et évite de les provoquer. Le 13 mai 1958, la révolte à Alger change progressivement la donne. La peur d'un coup d'État et l'arrivée au pouvoir du général de Gaulle (1er juin) relancent la propagande antigauilliste et anticommuniste. La campagne pour le référendum proposant l'instauration de la V^e République accentue ce phénomène. La distribution de livrets aux adhérents et sympathisants communistes devient monnaie courante. L'un d'eux porte le titre évocateur de « Tous les pouvoirs de la République à « 'Moi... de Gaulle » »⁵². De fait, les fédérations communistes ont juré de combattre ouvertement les partisans du général. En août 1958, les RG notent dans leur synthèse mensuelle adressée à l'IGAME⁵³ que « toute l'activité de la Fédération Communiste [...] s'est manifestée dans le cadre de la « 'défense de

50 – ADT 511 W 57, dossier RPF, Rapport des Renseignements Généraux n° 925 le 8 mars 1950.

51 – ADT 511 W 57, dossier RPF, Affiche communiste éditée le 9 mars 1950.

52 – ADT 1106 W 108, dossier Parti Communiste, Livret « Tous les pouvoirs de la République à « 'Moi... de Gaulle » ».

53 – Inspecteur Général de l'Administration en Mission Extraordinaire, sorte de super-préfet régional.

la République contre l'aventure gaulliste »⁵⁴. Cette même synthèse indique une forte activité « anti-gaulliste » par le PCF et ses satellites – UJRF, CGT, CDR (Comité de Défense Républicaine), UFD (Union des Forces Démocratiques).

De son côté, le CNRS tarnais devient très actif. Ses membres forment le « comité d'union civique pour le référendum », qui reçoit des financements de l'État pour soutenir sa campagne pour le « oui ». Il est dirigé par le gaulliste Henri Delmas⁵⁵. Des tracts sont distribués à Albi et Castres. L'un d'eux détourne le journal communiste *l'Humanité*. Cependant, les militants gaullistes se cantonnent aux distributions de tracts et affiches, la direction craignant par-dessus tout les bagarres.

Le secrétaire départemental [M. Durand] aborde ensuite la question de l'organisation de meetings, certains adhérents du groupe s'étant prononcés en faveur de cette forme de propagande. M. Durand estime qu'une telle organisation devrait être envisagée avec un service d'ordre important composé d'adhérents, soit du département, soit de départements voisins.

Cette condition que M. Durand juge indispensable pour qu'un meeting puisse porter ses fruits paraît très difficile à remplir étant donné que les membres de ces services d'ordre seront vraisemblablement réservés aux meetings dans les grandes villes.

En résumé, M. Durand se déclare contre l'organisation de réunions publiques dans lesquelles les orateurs se heurteraient à une obstruction systématique des communistes, pouvant dégénérer en bagarre.⁵⁶

Les élections législatives de 1958

Les résultats du référendum sonnent le glas de la IV^e République. Les Tarnais soutiennent à 78,70 % la nouvelle constitution⁵⁷. Le régime que combattait tant de Gaulle disparaît dans l'indifférence la plus totale. Les élections législatives de novembre 1958 entérinent cette mort : les nouveaux élus sont pour la plupart des adversaires de la IV^e République. Loin d'être calmes, les élections législatives voient des combats éclater un peu partout dans le pays. Le nouveau parti gaulliste, l'Union pour la Nouvelle République (UNR), distribue des tracts, publie un journal et tient des meetings dans le Tarn. Dans ses articles, le candidat André Vidal joue sur les accusations de fascisme que lui portent les communistes. Il titre l'un de ses articles « attendez-vous de De Gaulle qu'il vous fabrique une République sans électeurs ? », avec pour sous

54 – ADHG 2358 W 68, Synthèse mensuelle des renseignements généraux adressée au cabinet du préfet de Haute-Garonne (août 1958).

55 – ADT 1106 W 108, dossier Activité des partis politiques, Lettre du préfet du Tarn au ministre de l'Intérieur du 26 juillet 1958.

56 – Parole de Durand rapportée par les RG. Voir ADT 1106 W 108, dossier Activité des partis politiques, Note des renseignements généraux n° 1143/111/A 11 septembre 1958.

57 – *Le Monde*, 30 septembre 1958.

titre « vous n'avez pas élu de Gaulle dictateur »⁵⁸. Ainsi, l'auteur appelle à voter tout en répondant à ses détracteurs avec ironie. Dans ce numéro, il intitule un autre article « informer et se battre... », où le nouvel état d'esprit combatif des gaullistes tarnais est flagrant. D'ailleurs, Vidal tient durant la campagne électorale un grand nombre de meetings, à un rythme de 13/14 réunions publiques par semaine⁵⁹, et l'anticommunisme est l'une de ses clefs de voûte. Toutefois, et c'est une autre subtilité de ce « parachuté » (il vient à Castres sur ordre de Paris), il peut manifester du respect pour l'adversaire selon le public. Lors d'une conférence donnée dans la Halle aux Grains de Castres qui réunit 800 spectateurs, l'orateur a l'intelligence d'adapter son discours à un auditoire composé majoritairement d'ouvriers. Il déclare qu'il « a une certaine admiration pour le P.C.F. qui lui au moins à une doctrine », tout en précisant que celle-ci est erronée et ne pourra s'imposer en France qu'avec une guerre mondiale⁶⁰. Ce discours dual a le mérite de perturber les contradicteurs et de plaire aux auditeurs. Son hommage à l'homme fort du 2^e arrondissement, Reille-Soult, plaît également. C'est donc un fin stratège politique qui profite de chaque avantage qui lui est offert pour agir. Un rapport non daté du préfet du Tarn souligne indirectement l'habileté du candidat UNR en ces mots :

Le candidat communiste en 1958 en raison de son manque de personnalité ne pouvait que rallier les suffrages des militants convaincus. N'ayant aucune envergure, il ne pouvait prétendre bénéficier des voix des hésitants ou des sympathisants. Ensuite, beaucoup de nouveaux inscrits sur les listes électorales étaient des jeunes qui, choqués par la propagande communiste, ont voté de préférence pour les partis de droite et vraisemblablement pour le candidat de l'U.N.R.

Enfin, l'attrait des nouvelles mesures développées par M. André Vidal, candidat U.N.R., a rallié les voix des personnes qui, sans conviction politique, votaient cependant communiste, et qui en votant U.N.R., n'ont sans doute pas apporté leurs voix au Parti Communiste, mais ont également évité d'en faire bénéficier les candidats des partis politiques traditionnels.⁶¹

Les confrontations sont rares dans le département et se concentrent toutes autour du candidat Vidal – son acolyte Delrieu semble avoir eu une activité très faible dans le 3^e arrondissement. Le candidat du 2^e arrondissement porte plainte contre le maire de Gijounet pour avoir lacéré ou fait lacérer des affiches UNR pourtant régularisées afin de soutenir les « marxistes »⁶². Un dossier spécial « campagne électorale – incidents » est créé par la préfecture et contient deux affaires impliquant les gaullistes. L'une est un procès gagné par Vidal. Le candidat indépendant Alquier l'accuse de « propagande électorale abusive » :

58 – *La Nouvelle République du Tarn*, 21 novembre 1958.

59 – *La Nouvelle République du Tarn*, 14 novembre 1958.

60 – ADT 1106 W 85, dossier Rép. Soc.-UNR, Note d'information du sous-préfet de Castres au préfet du Tarn du 22 novembre 1958.

61 – ADT 1106 WX 85, dossier PCF, Rapport non daté du préfet intitulé « 2^e circonscription ».

62 – ADT 1106 W 85, Note d'information du commissaire principal Étienne G. du 21 novembre 1958, et lettre du préfet du Tarn au ministre de l'Intérieur du 15 décembre 1958.

le gaulliste aurait diffamé à son sujet⁶³. L'autre est un procès contre Noé Gary. Ce dernier est le fameux maire de Gijounet qui aurait lacéré des affiches. Il conteste ces accusations et porte plainte le 19 novembre 1958 contre Vidal, car il fut victime d'une agression. Des militants gaullistes l'ont attaqué en le prenant visiblement pour un militant communiste. Cette confusion est née du témoignage d'une dénommée « madame Jean ». Comme les agresseurs restent inconnus et que Vidal nie toute implication dans l'incident, le maire suit les conseils du procureur de la République et retire sa plainte. Pourtant, il est indéniable selon le rapport médical qu'il a bien été blessé suite à une bagarre⁶⁴. Des militants ont donc délibérément attaqué un édile – bien qu'ils croyaient avoir affaire à un « simple » communiste – sur la simple dénonciation d'une aubergiste. Voyant leurs affiches lacérées, ils n'ont pas hésité à frapper à terre le pauvre homme alors qu'il est innocent (selon l'enquête).

Cette bagarre marque la fin de la campagne législative. André Vidal remporte la circonscription de Castres, qui devient désormais un fief gaulliste. Les actes de violence perdurent jusqu'en 1962. Ils disparaissent alors, jusqu'à ce que les événements de mai 68 relancent la violence militante dans le département.

63 – ADT 1106 W 85, dossier Incidents, Jugement correctionnel du 11 février 1959 dans l'affaire Pierre Alquier contre André Vidal.

64 – ADT 1106 W 85, dossier Incidents, modèle de message du commandant de gendarmerie du Tarn au préfet n° 250 du 19 novembre 1958, lettre d'André Vidal au procureur de la République du Tarn du 20 novembre 1958, procès verbaux de la brigade de Lacaune de la gendarmerie nationale n° 245 du 19 novembre, n° 550 du 22 novembre, n° 249 du 24 novembre, n° 571 du 1er décembre, n° 258 du 4 décembre et n° 270 du 23 décembre 1958.